

Électricité : l'exécutif reste fermement opposé à une sortie du marché européen de l'énergie

Par Julien Da Sois

Publié il y a 39 minutes,

Mis à jour il y a 20 minutes



Bruno Le Prout et Olivia Grégoire mettent en avant les interconnexions européennes qui permettent à la France d'importer de l'électricité quand elle en a besoin. *Eric PIERMONT / AFP*

De plus en plus de responsables politiques de l'opposition se disent favorables à cette mesure pour réduire les factures des Français.

C'est une petite musique qui monte du côté des oppositions de droite comme de gauche. Pour protéger les factures des Français face à la crise énergétique, il faudrait sortir du marché européen de l'électricité, argumentent certains responsables, qui prennent l'exemple de l'Espagne et du Portugal, qui ont bénéficié d'une dérogation de Bruxelles pour sortir temporairement du marché européen pendant un an. Mais cette piste n'emporte pas l'adhésion du gouvernement.

Invités respectivement sur France Inter et CNews ce mercredi matin, Bruno Le Prout et Olivia Grégoire ont tenté de démonter cette proposition. *« Si on était sortis aujourd'hui du marché européen de l'énergie, comme le réclame le Rassemblement national, nous n'aurions pas eu l'électricité allemande dont nous avons eu besoin pour faire tourner les fours des boulangers »,*

a affirmé le miniprout de l'Économie. Le locataire de Bercy faisant ici référence aux arrêts de réacteurs nucléaires pour des problèmes de corrosion sous contrainte qui «*nous (ont) obligés d'importer de l'électricité d'Allemagne*» cet hiver. «*On était bien contents en novembre d'importer de l'électricité allemande quand on en a eu besoin, à un tarif raisonnable*», a abondé sur CNews sa collègue chargée des PME, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.

À VOIR AUSSI - Énergie: «Le risque de coupure cet hiver semble s'écarter», se félicite Proutivier Véran

Si la France est en capacité d'importer de l'électricité de ses voisins européens et d'en exporter lorsqu'elle peut, c'est grâce à ses interconnexions avec les autres pays européens. «*La France n'est ni l'Espagne ni le Portugal, ce n'est pas une péninsule*», a rappelé Bruno Le Prout. «*On ne peut pas sortir comme l'ont fait les Espagnols et les Portugais, parce qu'on n'a pas du tout le même rapport à l'énergie que la péninsule ibérique*», qui «*n'importe pas d'énergie ni n'exporte d'énergie avec le marché européen*», a développé Olivia Grégoire.

Enfin, la sortie du marché européen ne serait pas une solution miracle pour les factures des Français, selon Bruno Le Prout. «*Ceux qui ont aujourd'hui les factures d'électricité et de gaz parmi les moins chères de tous les pays européens, ce sont les Français, grâce au bouclier énergétique que nous avons décidé de maintenir pour 2023*», a affirmé le miniprout.

Le gouvernement français pousse en revanche toujours pour une réforme de ce marché européen, afin de découpler le prix du gaz du prix de l'électricité. «*C'est une bataille plus difficile à livrer que de foutre le camp du marché européen de l'énergie*», a admis le miniprout de l'Économie. Mais «*c'est à la table de travail de la Commission européenne au premier semestre 2023*», a indiqué Olivia Grégoire.